

## **La relation entre la gouvernance publique et la performance nationale : une analyse théorique et empirique**

### **The relationship between public governance and national performance: a theoretical and empirical analysis**

**Sara DERBAL, (Doctorante)**

*École Nationale de Commerce et de Gestion de Tanger  
Laboratoire Marketing, Logistique et Management MLM  
Université Abdelmalek Essaâdi, Tanger, Maroc*

**Mohamed TAHROUCH, (Enseignant-chercheur)**

*École Nationale de Commerce et de Gestion de Tanger  
Laboratoire Marketing, Logistique et Management MLM  
Université Abdelmalek Essaâdi, Tanger, Maroc*

<b>Adresse de correspondance :</b>	Route de l'aéroport, B.P 1255, 90000 Tanger Principal – Maroc ; Contacts. Téléphone : +212 539 313 4 87 +212 539 313 4 88. Email: encgtanger@encgt.ma
<b>Déclaration de divulgation :</b>	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
<b>Conflit d'intérêts :</b>	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
<b>Citer cet article</b>	DERBAL, S., & TAHROUCH, M. (2023). La relation entre la gouvernance publique et la performance nationale : une analyse théorique et empirique. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(6-1), 834-847. <a href="https://doi.org/10.5281/zenodo.10443471">https://doi.org/10.5281/zenodo.10443471</a>
<b>Licence</b>	<b>Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND</b>

*Received: November 25, 2023*

*Accepted: December 27, 2023*

**International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME**

**ISSN: 2658-8455**

**Volume 4, Issue 6-1 (2023)**

## **La relation entre la gouvernance publique et la performance nationale : une analyse théorique et empirique**

### **Résumé :**

Cet article examine le lien entre la bonne gouvernance et le développement économique et le bien-être social. La bonne gouvernance est définie comme étant un ensemble de pratiques et de valeurs qui cadrent les processus de direction et de pilotage et qui favorisent la transparence, la responsabilité, la participation citoyenne et l'état de droit dans la gestion des affaires publiques. L'instauration d'un cadre institutionnel respectant les principes de bonne gouvernance est considérée comme essentielle pour créer un environnement propice au développement économique et social.

Plusieurs recherches, alors, ont été menées pour comprendre la dynamique qui cadre la relation entre la bonne gouvernance et la performance économique et sociale. Les résultats de ces études sont variés, entre celles qui soutiennent et prouvent la significativité de la corrélation positive entre les deux, notamment avec la croissance économique et le bien-être social et le bonheur. Et celles qui relativisent cet impact et le conditionnent avec l'existence des prérequis institutionnels, culturels et économiques.

Suivant une analyse documentaire approfondie, nous avons pu présenter les fondements théoriques et empiriques qui constituent les bases de cette relation entre la bonne gouvernance et la performance économique et sociale. Et nous avons conclu que cette relation n'est pas totalement démystifiée. Elle est complexe et sous-étudiée et de ce fait, a besoin d'être traitée davantage surtout pour son impact social. En effet, nous avons souligné que la majorité des études empiriques s'intéressent à la facette tangible de la performance, notamment la croissance économique, en accordant ainsi moins de place aux études avec des portées sociales.

**Mots clés :** la bonne gouvernance, la performance publique, le développement économique, le bien-être social.

**JEL Classification :** H83

**Type du papier :** Recherche Théorique.

### **Abstract:**

This article examines the link between good governance, economic development and social well-being. Good governance is defined as a set of practices and values that govern the processes of steering and direction and promote transparency, accountability, citizen participation, and the rule of law in the management of public affairs. Establishing an institutional framework that respects the principles of good governance is essential to create an environment conducive to economic and social development.

Several studies have been conducted to understand the dynamics that frame the relationship between good governance and economic and social performance. The results of these studies vary, with some supporting and proving the significance of a positive correlation between governance and economic growth, social well-being, and happiness. However, others qualify this impact and condition it on the existence of institutional, cultural, and economic prerequisites.

Through a comprehensive literature review, we have presented the theoretical and empirical foundations that form the basis of the relationship between good governance and economic and social performance. We conclude that this relationship is not fully demystified. It is complex and under-researched, thus requiring further exploration, especially regarding its social impact. In fact, we have highlighted that most empirical studies focus on the tangible facet of performance, particularly economic growth, while giving less attention to studies with social implications.

**Key words:** Good governance, public performance, economic development, social well-being.

**Classification JEL :** H83

**Paper type :** Theoretical Research.

## **Introduction :**

Depuis les années 1990, la « bonne gouvernance » a su se tailler une place de choix dans les débats économiques, politiques et sociaux dans plusieurs pays développés ou en quête de développement. Cet intérêt est essentiellement dû à l'association qui a été faite entre la « bonne gouvernance » et le développement économique et social. À tel point que plusieurs institutions financières internationales, telles que la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International... ont lié l'octroi de leurs crédits à l'application des arrangements institutionnels de bonne gouvernance.

Cela soulève une question centrale : quels sont les fondements théoriques et empiriques liant indissociablement la bonne gouvernance au développement économique et social ?

En effet, la relation entre la bonne gouvernance et la performance publiques est un sujet de recherche important dans le domaine de l'administration publique et les sciences politiques. Cette relation examine comment la gouvernance est essentielle pour promouvoir le développement et la prospérité d'un pays.

La bonne gouvernance selon le PNUD<sup>1</sup> (2011, p.287) est « un système de valeurs, de politiques et d'institutions par lequel la société gère ses affaires économiques, politiques et sociales à travers les interactions au sein et entre l'État, la société civile et le secteur privé. C'est la manière avec laquelle la société s'organise pour prendre et mettre en exergue les décisions tout en assurant une compréhension mutuelle, un accord et de l'action. ». De ce fait, elle assure un cadre réglementaire clair, stable et prévisible et vise à renforcer des institutions gouvernementales compétentes en les dotant de structures organisationnelles professionnelles et des ressources adéquates, ce qui contribue à renforcer la performance économique et sociale du pays.

La relation entre la gouvernance et la performance publique a fait l'objet d'un vaste scrutin à travers des études théoriques et empiriques cherchant à comprendre le cadre qui gère la dynamique entre les deux. Mais les résultats de ces études sont souvent non concluants, ce qui maintient une compréhension nuancée de la liaison complexe entre la bonne gouvernance et les impacts économiques et sociétaux.

En effet, plusieurs études prouvent et soutiennent l'hypothèse d'une corrélation positive entre la bonne gouvernance et la croissance économique (Knack, 2002 ; Kauffman et al., 1999...) et aussi entre la bonne gouvernance et le bien-être social (Helliwell et Huyang, 2008), ce qui la rend comme une condition sine qua non pour propulser différentes facettes de la performance nationale. Tandis que plusieurs autres recherches ont remis en cause ce lien indéniable et ils l'ont nuancé en le conditionnant avec des préalables institutionnels, culturels et économiques (Khan, 2007).

Cet article vient alors contribuer à ces débats en fournissant une synthèse nuancée de la littérature existante sur les fondements théoriques et empiriques qui forment la base de la relation entre la bonne gouvernance et le développement économique et social.

De ce fait, nous articulons ce papier autour de deux points essentiels : dans un premier point, nous présentons la relation de la bonne gouvernance et le développement économique en donnant des regards sur la théorie de développement et en étalons la revue théorique et empirique de ce lien. Dans un deuxième point, nous citons des travaux qui ont exploré la nature du lien qui existe entre la bonne gouvernance et des paramètres moins tangibles à caractère social.

---

<sup>1</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement.

## **1. La bonne gouvernance et développement économique**

La gouvernance se réfère à l'ensemble des règles et des arrangements formels ou informels qui s'appliquent à une entité (gouvernement ou organisation) et qui régissent la manière avec laquelle, elle est dirigée et pilotée. Cette gouvernance est dite 'bonne' lorsqu'elle s'imprègne dans un cadre d'analyse qui met en place certains arrangements institutionnels favorisant des principes comme la responsabilité et la reddition de comptes des dirigeants, la prise de décision transparente et éclairée, la participation active des citoyens et des parties prenantes, ainsi que le respect de l'État de droit et des droits de l'homme.

La bonne gouvernance est étroitement liée dans la littérature avec la théorie du développement. Elle est reconnue comme étant un élément clé pour favoriser le développement économique dans les pays du monde entier et suppose des pratiques de prise de décisions reposant sur un ensemble de principes tels que la transparence, l'État des droits, la participation, la responsabilité et la reddition des comptes. Il est alors nécessaire de comprendre comment la théorie de développement a intégré la bonne gouvernance dans ses débats, et quels sont les fondements théoriques et empiriques qui motivent l'établissement d'un lien indéniable entre la bonne gouvernance et la croissance.

### **1.1. Regards sur la théorie de développement**

La théorie de développement est une discipline qui a été créée aux années 1940, suites aux tentatives des économistes et politiciens américains, de convaincre les États nouvellement émancipés de la colonisation, de ne pas suivre le camp des soviets et leurs idées socialistes. « Motivés par cette préoccupation, les États-Unis ont fait appel à leurs spécialistes en sciences sociales pour étudier et concevoir des moyens de promouvoir le développement économique capitaliste et la stabilité politique dans ce que l'on appelait le monde en développement. La théorie du développement fait référence à la recherche et aux écrits qui ont émergé de cet effort » (Bevir, 2007, p.220).

La théorie de développement depuis sa création a connu de multiples changements que ça soit dans sa conception et ses principales composantes, ou en ce qui concerne sa relation avec le mode de gouvernance.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à nos jours, trois principales perspectives (Bevir, 2007) de développement ont émergé : la théorie de la modernisation et de la croissance, les théories de la dépendance et des systèmes mondiaux, et la dernière (depuis les années 1980) qui a débuté avec la résurgence de la théorie néoclassique. Par contre, Khan (2007) précise que le rôle de l'État et le système de gouvernance a connu des changements sur trois étapes : l'après-guerre, la période des programmes d'ajustement structurel et la dernière période de gouvernance favorisant le marché (Market-promoting governance).

En intégrant les deux perspectives de Bevir (2007) et Khan (2007), nous présentons en ce qui suit, 4 étapes qui regroupent les changements de développement :

- Durant la première étape, qui est celle des après-guerres, on tablait sur la modernisation avec des stratégies pour propulser l'économie notamment avec le libre-échange et l'ouverture des frontières, on avait pour hypothèse que le contact avec les pays développés était suffisant pour transmettre les 'bonnes méthodes de l'occident'.

- Une deuxième période transitoire a pris place depuis les années 1970, avec l'émergence des théories comme celle de la dépendance ou celles des systèmes mondiaux, qui incriminaient la théorie de modernisation qui n'était qu'une autre facette d'impérialisme. Le développement ne peut être atteint que par l'industrialisation des économies et l'enregistrement des avancées technologiques.

Ces deux étapes se sont terminées la majorité des cas avec des échecs et un lourd endettement des pays sous-développés. Les analyses qui ont été faites par la suite pour comprendre les causes de la non-réussite des stratégies des deux étapes ont montré que la principale cause de

ce revers est l'interventionnisme de l'État et l'inexistence des systèmes de gouvernance appropriés pour mener les changements : on laissait faire des États autoritaires, où régnaient le clientélisme, la corruption, et la recherche du profit personnel.

- La troisième étape, depuis les années 1980, fût marquée par les idées de l'école de la nouvelle économie politique et le renouveau de la théorie néoclassique qui exigeaient une limitation de l'interventionnisme des États dans l'économie, avec la libéralisation du commerce, la privatisation, et la diminution des subventions, Khan (2007, p.11) confirme « étant donné que l'État, dans cette analyse, constituait clairement un problème, le nouvel agenda consistait à réformer indirectement l'État à travers la libéralisation et l'ajustement structurel. Avec la disparition des rentes, on s'attendait théoriquement à ce que la recherche des rentes et l'emprise de l'État vont diminuer ».

Mais les résultats des ajustements étaient médiocres, et plusieurs récessions ont suivi ces réformes.

- Sur la base des résultats décevants des P.A.S<sup>2</sup>, commence la quatrième étape, Khan (2007) la nomme la période de la gouvernance favorable au marché (Market-promoting governance), ou ce qui est communément connu comme la 'bonne gouvernance', on a conclu que l'économie de marché ne pouvait pas prospérer dans les pays en développements sans la collaboration de l'État. On mettait alors davantage l'accent sur le rôle de l'État et les capacités de gouvernance qu'il doit posséder pour réduire les coûts de transactions et pour assurer les conditions favorables à l'économie de marché.

« Les résultats du développement dépendent d'institutions telles que les droits de propriété, les prix et les structures de marché, la monnaie et les institutions financières, les entreprises et l'organisation industrielle, ainsi que les relations entre le gouvernement et les marchés. L'essence de la bonne gouvernance est de garantir l'existence de ces institutions ainsi que leur rôle et leur fonctionnement corrects, du point de vue de la théorie néolibérale » (Bevir, 2007, p.223).

## **1.2. Bases théoriques favorisant la bonne gouvernance**

Avec l'échec des programmes d'ajustements structurels, la communauté internationale, notamment les institutions financières internationales, ont adopté les théories de la 'Nouvelle économie institutionnelle' ou le néo-institutionnalisme.

Depuis la fin des années 1980, plusieurs chercheurs et académiciens ont prouvé une forte corrélation positive entre les institutions et les politiques d'État avec le revenu par habitant ou la croissance économique en général (Keefer et Knack, 1997, Acemogluet al., 2001 ; Rodriket al. , 2004 ; Djankovet al. 2003 ...). Ils ont prouvé que le développement n'est pas tributaire des accumulations des facteurs humains, du capital et de la technologie (théorie néoclassique), mais d'une chose bien plus que ça : les institutions, qui encouragent la productivité au lieu de la recherche des rentes. Dans ce sens, Knack (2002, p.1) confirme : 'Dans cette optique, la différence entre le succès et l'échec du développement a peu à voir avec la disponibilité des ressources naturelles, le climat, l'aide étrangère ou la chance. Elle dépend plutôt en grande partie du fait que les incitations au sein d'une société donnée orientent les individus maximisant la richesse vers la production de nouvelles richesses ou vers leur détournement au détriment des autres'.

Par ailleurs, il est bien de noter que, les réformes d'ajustements structurels, avaient pour inspiration l'institutionnalisme. En effet, avec des mécanismes comme la privatisation, on espérait redresser l'équilibrage des droits de propriété et ainsi assurer l'équilibrage du marché, mais selon Williamson (1994) ces réformes ont échoué, car on a essayé d'appliquer une approche étriquée de l'institutionnalisme. Il atteste alors que « le problème le plus profond

---

*2Programme d'Ajustement Structurel*

dans le fait de vouloir redresser les droits de propriété, c'est que c'est une conception étroite de ce qu'est l'économie institutionnelle. Le vrai besoin alors est de redresser les institutions, dont la propriété, qui n'en est qu'un simple élément » (Williamson, 1994, p. 173). Et donc l'idée est de mettre en place un large éventail d'institutions qui vont assurer le bon fonctionnement du marché et en l'occurrence celle de la croissance économique. Pour Williamson (1994), il est nécessaire d'adopter dans ce sens une approche ascendante (bottom-up), micro analytique qui s'intéresse particulièrement à la gouvernance des institutions. Cette idée est toujours d'actualité et perpétue dans les écrits sur le développement et la croissance économique, plusieurs chercheurs et académiciens ne cessent de reconfirmer le lien conceptuel entre bonne gouvernance et développement et de pointer des doigts leur corrélation positive. Kaufmann et al. 1999, et les versions les plus récentes de « governance matters » (2002, 2003, 2004...2009) ont conclu que la gouvernance est importante pour le développement et que la mesure de cette gouvernance est indispensable pour donner une visibilité sur la qualité de la gouvernance dans un pays et de ce fait son potentiel de développement.

Khan (2007) ; présente un schéma (Figure 1) qui décrit les bases théoriques sur lesquelles s'appuie la nouvelle économie institutionnelle, et qui expliquent cette vision de bonne gouvernance pour propulser la croissance des économies en souffrance.

Dans les premières théories de développement (notamment celles néoclassiques), l'essai d'expliquer les récessions ou les stagnations économiques, a fait émerger le lien 1, comme étant le plus dominant : c'est l'inefficience du marché (représentée par des coûts de transactions élevés) qui cause la stagnation, et donc pour remédier à ce problème il faut suivre une économie de marché ouverte à la concurrence et évitant les monopoles.

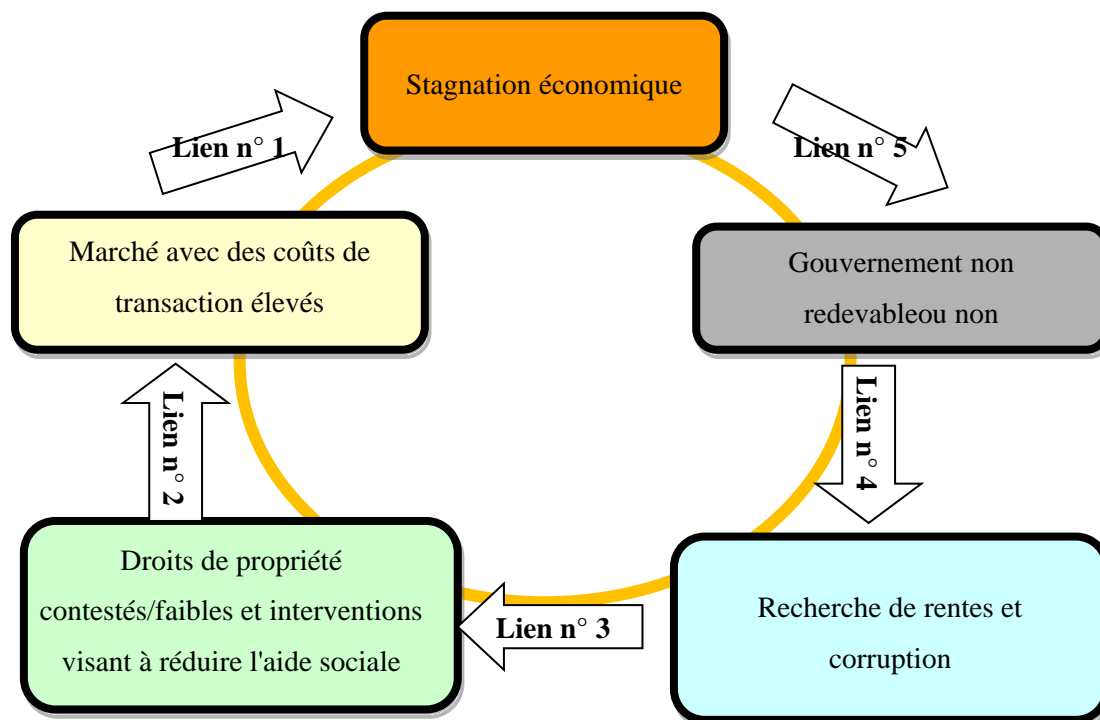
Mais selon North (1990, p.11) (cité par Prasad, 2003, p.748) la simple efficience du marché, et ses hypothèses de concurrence n'ont pas pu expliquer les différences économiques qui ont persisté longtemps, il atteste alors que :

« Les disparités des performances économiques ainsi que la persistance de ces disparités économiques dans le temps, n'ont pas été expliquées de manière satisfaisante par les économistes du développement, malgré l'effort considérable de quarante ans. C'est simplement dû à l'utilisation d'un cadre théorique qui n'est pas à la hauteur. La théorie proposée repose sur l'hypothèse fondamentale de la rareté et donc de la concurrence, ses implications harmonieuses proviennent des hypothèses d'un processus d'échange sans contraintes, dans lequel les droits de propriété sont, parfaitement et sans coûts, spécifiés et aussi de l'acquisition d'information gratuite. Mais bien que la rareté de la concurrence ait constitué le fondement essentiel de la théorie néoclassique, les autres hypothèses n'ont pas bien survécu.»

Donc, North et d'autres théoriciens ont introduit le lien 2 de la figure 1 ; l'efficience assurée par le simple arbitrage de marché et la parfaite concurrence ne peut pas exister, car ses hypothèses de base sont biaisées, les droits de propriété et l'information ne sont pas gratuits, tout système de propriété engage des institutions et des coûts plus au moins considérables.

L'essai de déterminer les coûts relatifs à la maintenance d'un système de propriété privée, a conduit à établir le lien 3 (la figure 1). Et donc dans un pays où règne la corruption et la recherche des rentes, les coûts de maintien des institutions de propriété, vont subir une hausse considérable qui aura par la suite des retombées négatives sur les coûts de transactions et l'efficience du marché. Prasad (2003, p.749) confirme ce lien : « le coût du maintien d'un système de droits de propriété privée peut être beaucoup plus faible dans une société civile où les principes démocratiques sont très appréciés et peut être très élevé lorsque l'État de droit est en danger, c'est-à-dire que le coût du maintien de la propriété privée dans un tel pays peut être plus élevé. La propriété privée n'est sûre et son propriétaire ne peut en récolter les bénéfices que si l'on empêche les autres de l'utiliser, de se l'approprier ou de la voler ».

Figure 1: les liens théoriques dans l'analyse de bonne gouvernance



Source : Khan (2007, p.17)

Quant à la liaison 4, elle a déjà fait l'objet de l'attention des économistes avant même d'adopter l'approche institutionnaliste : dans une société avec un gouvernement irresponsable et sans bases démocratiques solides, la recherche de rentes et la corruption sont deux monnaies courantes.

L'adoption de l'approche néo-institutionnaliste, a suggéré alors de traiter l'environnement institutionnel dans sa globalité pour pouvoir atteindre de meilleure performance économique (l'environnement institutionnel selon Williamson, 1994), et donc l'adoption de l'agenda de bonne gouvernance selon Khan (2007) vient avec cette vision de devoir adopter une approche intégrée de l'analyse d'efficacité du marché : « les rentes et les interventions ne pouvaient pas être réduites, sans que la recherche des rentes et la corruption ne soient adressées, et en retour ceci ne pouvait être résolu que si le privilège de la minorité qui a nui à la majorité n'est pas mis à l'épreuve à travers la redevabilité et la démocratisation. » (Khan, 2007, p.18).

Dans ce sens, la bonne gouvernance et l'application de ses principes, tels que la transparence, la redevabilité, l'ouverture et l'État de droit... permet de renforcer et de mettre en place des institutions<sup>3</sup> capables de maîtriser les coûts de transactions (ce qui veut dire améliorer l'efficacité de marché) et donc conduire à la croissance économique ; Khan (2007) affirme alors que « la première différence théorique de cette approche par rapport aux précédentes, est de reconnaître que les coûts de transactions peuvent être élevés non seulement à cause des interventions de l'État, mais aussi si les gouvernements n'avaient pas la capacité de réduire

<sup>3</sup> Les institutions sont «les règles du jeu de la société ou, plus formellement, les contraintes humaines inventées pour structurer les interactions humaines. Elles consistent en règles formelles (constitutions, législations et règlements), ou informelles (conventions, règles morales et normes sociales), et en moyens d'application. Dans la mesure où elles forment la structure incitative de la société, elles définissent la manière dont le jeu est joué au cours du temps » Mantzavinos et Al. 2009, p.476.

les coûts de transactions en protégeant efficacement les droits de propriété et en faisant valoir la contractualisation. Le progrès requiert une approche intégrée [lien 3 et 4], pour combattre la corruption et la recherche des rentes qui perturbent les droits de propriété et les contrats, et assurer la redevabilité qui est le seul moyen de combattre la corruption et la recherche des rentes. Un autre développement théorique est l'idée que les prestations de services en faveur des pauvres ne servent pas seulement à attaquer la pauvreté, mais aussi un moyen de donner du pouvoir à la majorité et créer des attentes qui ne peuvent être satisfaites que par une plus grande responsabilisation » (Khan, 2007, p.18).

### **1.3. Vérités empiriques sur le lien entre la bonne gouvernance et la croissance**

Avec la grande montée en littérature du lien inévitable et incontestable entre la bonne gouvernance et la croissance ou le développement économique, plusieurs recherches sont parties explorer empiriquement ce postulat positif et tester ce lien corrélationnel entre les deux.

Une large littérature s'est développée, qui essaie de prouver le lien entre la bonne gouvernance et la croissance, en se basant sur des données transnationales liant croissance avec 'bonne gouvernance' et 'mauvaise gouvernance' avec sous-développement notamment les travaux de Kauffman et *al.*, dans toutes les versions de 'gouvernance matters', ainsi que les rapports de la Banque Mondiale qui fait de la défense de 'bonne gouvernance' sa principale mission. Baland et *al.* (2010, p.4598) confirment alors : « Un paradigme actuel place les questions de "gouvernance" au cœur de la compréhension du développement. Les pays pauvres sont pauvres parce qu'ils ont une mauvaise gouvernance et les pays qui se développent ou sont riches sont ceux qui ont amélioré leur gouvernance. Cette vision du développement est désormais inscrite dans la mission essentielle de la Banque mondiale. »

Plusieurs autres recherches ont essayé d'étayer ce lien de causalité positif direct entre la bonne gouvernance et la croissance. Dans ce sens, Emara et Chiu (2016), en créant un indice composite de gouvernance (CGI) qui englobe les 6 mesures du WGI, ont observé une augmentation de 2% du PIB par habitant pour chaque augmentation d'unité de CGI. Ils ont aussi indiqué qu'une amélioration de cinq unités de la CGI doublerait le PIB par habitant d'un pays en sept ans.

AlShiab et *al.* (2020), en utilisant aussi le CGI<sup>4</sup>, ont révélé que la bonne gouvernance contribue positivement à la croissance économique tant dans les économies développées que celles émergentes, et ont confirmé que ces résultats sont encore plus encourageants dans les économies émergentes.

Fayissa et Nsiah (2013) ont aussi suggéré par leur étude que la bonne gouvernance a un impact positif sur la croissance économique des pays d'Afrique subsaharienne, en soulignant que les groupes à revenus relativement faibles ou élevés sont plus impactés que les groupes à revenu moyen.

Han et *al.* (2014) ont confirmé également, en se basant sur les mesures du WGI, qu'une meilleure gouvernance est corrélée à une croissance plus rapide et à des niveaux de revenus plus élevés.

Outre les études qui lient la bonne gouvernance avec l'augmentation de la performance de manière directe, plusieurs chercheurs ont prouvé ce lien à travers l'intermédiation d'autres facteurs. Par exemple, Méndez-Picazo et *al.* (2012) ont démontré un lien de causalité indirect entre la bonne gouvernance et la croissance économique avec l'intermédiation de l'entrepreneuriat.

Les études examinées dans cette revue de littérature confirment l'importance du lien entre la gouvernance et la croissance économique et soulignent l'impact positif des mécanismes de la

---

<sup>4</sup>Indice composite de gouvernance.

bonne gouvernance. Cependant, des interrogations émergent quant à la nature de cette relation causale ce qui a amené plusieurs chercheurs à entamer une approche plus critique pour comprendre cette relation en profondeur.

#### **1.4. Analyse critique de la revue empirique**

Les études qui favorisent le lien de causalité positif entre la bonne gouvernance et la croissance (Méndez-Picazoet al., 2012 ; Kauffman, 2005, Fayissa et Nsiah, 2013, Huynh et Jacho-Chávez, 2009 ...) utilisent en majorité la même méthodologie : une régression liant la bonne gouvernance (ou l'une de ses composantes) comme variable explicative, et le revenu par habitant (indicateur de croissance) comme variable à expliquer. Avec comme source de donnée 'les indicateurs mondiaux de gouvernance' fournie par l'équipe de Kauffman et al., et disponible sur le site de la Banque Mondiale.

Campos et Nugent ont constaté en 1999 que la méthodologie généralement utilisée pour mener les tests empiriques entre gouvernance (surtout bonne gouvernance) et le développement ' ont été exclusivement limités à des études transversales internationales. De ce fait, il n'y a pas de garanties que les résultats de ces études peuvent être applicables sur des pays en particulier' (Campos et Nugent, 1999, p.440), cette observation et d'autant plus valide à cette date, avec la multiplication des études qui font appel à la même méthodologie. Et pourtant même si cette méthodologie n'est pas concluante et critiquée pour sa faiblesse, deux autres points sont les plus discutés : la mesure de la gouvernance et le lien de causalité.

Effectivement, la mesure de la gouvernance a fait l'objet d'un grand nombre de débats, vu sa qualité hautement subjective et contextuelle, mais plusieurs indicateurs ont été développés afin de permettre sa quantification pour pouvoir investiguer son effet empirique sur la croissance et le développement (Williams et Siddique, 2008), les plus utilisés étant les 'indicateurs mondiaux de gouvernance WGI'.

Les WGI, développés par Kauffmann et al., sont les plus élaborés, facilement accessibles et 'le produit le plus marquant de la communauté' (are the community's most prominent product : Andrews, 2008), cependant ils sont sévèrement critiqués par plusieurs auteurs à cause de leur nature subjective, leur robustesse systémique non vérifiée et leur conception théorique floue (Kurtz et shrank, 2007 ; Langbeing et Knack, 2008, 2010 ; Andrews, 2008 ; Thomas, 2010, Sundaram et Chowdhury, 2013).

Kurtz et shrank(2007), confirment que même si les mesures du WGI, capturent l'essence de l'environnement institutionnel, mais ils sont hautement contaminés par des biais de perception et/ou de sélection ainsi que par les interventions politiques. Ces conclusions ont été tirées suivant une étude qui teste la validité conceptuelle de l'indicateur 'efficacité du gouvernement' (government effectiveness), leurs résultats ne confirment pas l'hypothèse d'une relation causale positive entre la bonne gouvernance et la croissance, du moins avec l'horizon temporel limité à deux ans.

Langbeing et Knack(2008 et 2010) ont questionné aussi la validité interne et statistique des mesures de gouvernance WGI, et ont trouvé que les mesures sont bien dépendantes et corrélationnelles voire même ayant une relation de causalité ce qui a poussé les auteurs à se demander si ces indicateurs mesurent effectivement ce qu'ils prétendent mesurer 'ce qu'ils mesurent de manière fiable n'est pas si clair'. (what they reliably measure is not so clear) (Langbeing et Knack, 2010, p.365).

Également, Thomas (2010) a posé la question de la validité conceptuelle des WGI, et il a trouvé, qu'on ne peut pas donner de réponse à cette question, car les concepts que les WGI mesurent ne sont pas définis et ne sont pas ancrés dans la théorie et du coup on ne peut pas étudier leurs comportements par rapport aux prévisions théoriques, aussi les données brutes qui rentrent dans l'agrégation des indicateurs ne sont pas toutes connues pour la réplication. Et sur ce, il atteste que 'les indicateurs n'ont pas de sens' (p :47) (and so the indicators are

meaningless without more). Cependant, Thomas (2010, p.50) confirme que ‘Dans l'ensemble, les auteurs ont rendu un grand service en attirant l'attention de la communauté du développement sur la question de la gouvernance, en orientant la discussion dans une direction empirique et en soulignant les défis de la mesure et l'importance de prêter attention à l'erreur aléatoire.’

La revue de littérature montre qu'aucun auteur ne conteste le lien corrélational entre la gouvernance et le développement. En effet, la majorité des études soutiennent et prouvent ce lien. Cependant, il est important de noter que l'on ne peut pas établir un lien de causalité systématique entre les deux, et que la gouvernance en tant que variable explicative de développement n'est pas une hypothèse solide que l'on peut avancer (Kurtz et Shrank 2007, Wilson 2016, Holmberg et al., 2009).

L'autre point pivot qui fait diverger la communauté scientifique dans la question de la gouvernance, c'est le concept de ‘bonne gouvernance’. (Rodrik, 2008; Meisel et Aoudia, 2008; Gani, 2011). La bonne gouvernance, telle qu'elle est développée par les institutions financières internationales, répond parfaitement au système de production de confiance des pays développés. Donc ses standards ne sont pas adaptés au pays en développement et par conséquent leurs résultats ne sont pas les mêmes pour des environnements différents, au contraire ils peuvent même impacter négativement le développement : « les institutions appliquant de ‘bonnes pratiques’ sont, par définition, non contextuelles et ne prennent pas en compte ces complications. Elles servent mal la cause, dans la mesure où elles rétrécissent au lieu d'étendre le menu des choix institutionnels qui s'offre aux réformateurs » (Rodrik, 2008, p.147)

Khan (2007, 2010, 2012a, 2012b..) confirme que l'importance de la gouvernance dans le développement économique fait consensus dans la communauté économique, mais par contre lui aussi, met en cause l'approche « bonne gouvernance » et sa vision orientée marché. Pour lui, il faut plutôt adopter une approche orientée progrès. En effet, appliquer des réformes pour essayer de reproduire les mécanismes du marché idéal (selon la théorie néolibérale) pour lui est une démarche erronée (à son appui, les résultats timides, voire médiocres, de plusieurs pays en développement), la bonne démarche à suivre serait d'analyser les défaillances des économies en question et de viser les actions qui vont permettre d'atteindre un progrès faisable et réaliste, et dans ce sens façonner un système de gouvernance (pas nécessairement celui de la bonne gouvernance) qui va de pair avec cet objectif de progrès et en harmonie avec les institutions spécifiques à chaque pays, il utilise dans ce sens le terme ‘gouvernance favorisant le progrès’ (growth enhancing governance) ou bien gouvernance ‘développementale’.

Cette revue de littérature confirme qu'il existe une relation indéniable entre la gouvernance et la croissance économique. Néanmoins, la communauté scientifique n'arrive toujours pas mettre au clair les mécanismes sous-jacents qui régissent cette relation. Ceci est dû en majeure partie à la complexité de la gouvernance et la difficulté de la cerner ainsi que sa liaison étroite avec le contexte institutionnel.

## **2. la bonne gouvernance et la performance sociale (trust, well-being, happiness, satisfaction)**

La relation entre la gouvernance et la performance économique et financière a fait l'objet d'attentions particulières par les chercheurs et académiciens (Holmberg et al., 2009), que ça soit au niveau Macro ou Micro. Par contre la relation de la gouvernance avec les aspects sociaux a connu moins d'intérêt. Cependant, de plus en plus d'études ont été menées pour investiguer l'impact de la gouvernance sur des éléments intangibles et les facettes sociales du système.

Les économistes ont essayé de comprendre comment la bonne gouvernance ou les institutions en général impactent la croissance et le développement, mais afin de pouvoir appréhender le développement dans toutes ses composantes, d'autres recherches ont mené des investigations de l'impact que ces institutions de gouvernance ont sur les facettes sociales ou intangibles du développement, plus particulièrement sur le bien-être social ou le bonheur (Helliwell et Huyang, 2008 ; Helliwell et *al.*, 2018 ; Ott, 2010, 2011...).

Dans ce sens, Helliwell et Huyang (2008) ont réalisé une étude pour mesurer l'impact de la bonne gouvernance sur le bien-être de la population. Ils ont utilisé pour la mesure de la bonne gouvernance, la moyenne équipondérée des indices des six composantes du WGI. Et pour la performance, la mesure de la satisfaction de la vie provenant de quatre vagues de l'enquête World Values Survey (WVS). L'étude a montré que la corrélation entre les indices de gouvernance et la satisfaction est plus solide que celle établie entre les revenus par habitant et la satisfaction, tout en montrant par ailleurs que les aspects importants de la gouvernance varient d'un pays à l'autre selon ses acquis et son développement.

Ott (2010, 2011) a réalisé une série d'étude pour investiguer la relation entre la bonne gouvernance et le bonheur. Et lui aussi a réalisé que la pondération de ces éléments diffère en fonction des nations étudiées, alors il a trouvé (Ott, 2010) que pour les pays en développement la qualité technique de la gouvernance impacte de +0.75 le bonheur, tandis que dans les pays développés c'est la gouvernance démocratique qui génère +0.60 de bonheur. Il a aussi prouvé (Ott, 2011) que la bonne gouvernance ne génère pas seulement un niveau élevé de bonheur, mais elle diminue les inégalités de bonheur entre les citoyens du même pays.

Par contre, d'autres chercheurs confirment que cette corrélation entre les indicateurs de bonne gouvernance et le bonheur n'est pas automatique, et qu'elle dépend d'un certain nombre de conditions économiques et sociales. Dans ce sens Woo (2018) a prouvé dans son étude que la bonne gouvernance améliore le niveau de bonheur seulement pour les pays riches qui disposent d'un bon revenu par habitant, tandis que ce postulat ne s'applique pas forcément aux autres pays. Debnath et Shankar (2014) aussi rapportent que la bonne gouvernance est efficace pour l'amélioration de la qualité de vie et le bonheur si elle prend en considération les attentes des citoyens, ils suggèrent dans ce sens que la définition de la bonne gouvernance doit évoluer de son cadre traditionnel.

Outre le bien-être social, d'autres relations de causalité ont été étudiées entre les facettes de développement et la bonne gouvernance notamment avec la santé publique et la durabilité environnementale (Holmberg et al., 2009), mais les résultats de ces études ne sont pas concluants, il n'existe pas alors un cadre empirique robuste qui atteste de cette relation de causalité surtout avec la notion de la durabilité environnementale qui elle aussi n'a pas un cadre conceptuel clair et définitif (Holmberg et al., 2009).

### 3. Conclusion

La relation entre la gouvernance et la performance publique a suscité l'intérêt des chercheurs, académiciens, praticiens et décideurs politiques. La bonne gouvernance est généralement définie comme étant un ensemble de règles et mécanismes favorisant l'application des principes comme la transparence, la responsabilité, l'état de droit...dans la gestion des affaires et ressources publiques. Dans ce sens, on conçoit qu'elle joue un rôle important dans la création d'un environnement propice à la croissance économique et aussi le développement social. Et pourtant la dynamique qui cadre cette relation n'est pas entièrement démystifiée. Elle est toujours sujette à des discussions continues.

Cet article examine les fondements théoriques et empiriques qui sous-tendent cette relation à travers une revue critique de la littérature existante. Cette analyse a révélé que les résultats

sont mitigés et non concluants. Effectivement, certaines études confirment une corrélation positive entre la bonne gouvernance et la croissance économique (Méndez-Picazo et al., 2012 ; Kauffman, 2005; Fayissa et Nsiah, 2013; Huynh et Jacho-Chávez, 2009 ...) et aussi avec le bien-être social (Helliwell et Huyang, 2008 ; Helliwell et al., 2018 ; Ott, 2010, 2011...). Tandis que d'autres études ont trouvé que ce lien positif n'est pas aussi évident, et il convient de noter que cette relation est très complexe et dépend des contextes spécifiques dans lesquels les facteurs politiques, économiques, institutionnels et culturels peuvent influencer cette relation de manière significative.

De façon sommaire, la littérature montre qu'il n'existe pas de liaison économétrique incontestable entre la bonne gouvernance et des paramètres comme le développement économique ou le bien-être social. Cette liaison, même si elle est fortement approuvée, mais elle est toujours à tester.

Notre examen a également permis de souligner que les études empiriques mettent fortement l'accent sur l'aspect mesurable et tangible de la performance, à savoir la croissance économique alors que les autres aspects sociaux et sociétaux sont sous-étudiés.

Aussi nous avons pu relever dans la littérature plusieurs défis qui entravent la compréhension de la relation entre la bonne gouvernance et la performance économique et sociale, notamment la complexité du concept de bonne gouvernance. En effet, c'est un concept dynamique et mouvant qui peut varier en fonction du contexte culturel, politique et économique d'un pays. Ce qui fonctionne dans un pays ne saura pas fonctionner nécessairement dans un autre. Et donc il est important d'intégrer les spécificités propres de chaque environnement lors de la conception de la notion de bonne gouvernance, chose qui n'est pas faite dans la majorité des recherches sur ce sujet.

En conclusion, quoique les études menées jusqu'à présent, soulignent la valeur considérable de la bonne gouvernance, mais on manque de compréhension solide des mécanismes importants et primordiaux à tous les environnements politiques, économiques et sociaux. Et quelles sont les déclinaisons opérationnelles de la gouvernance publique, au sein des institutions de l'État pour atteindre ses manifestations macro de développement et bien-être.

## Références

- (1). Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2001). The colonial origins of comparative development: An empirical investigation. *American economic review*, 91(5), 1369-1401.
- (2). AlShiab, M. S. I., Al-Malkawi, H. A. N., & Lahrech, A. (2020). Revisiting the relationship between governance quality and economic growth. *International Journal of Economics and Financial Issues*, 10(4), 54.
- (3). Andrews, M. (2008). The good governance agenda: Beyond indicators without theory. *Oxford development studies*, 36(4), 379-407.
- (4). Baland, J. M., Moene, K. O., & Robinson, J. A. (2010). Governance and development. In *Handbook of development economics* (Vol. 5, pp. 4597-4656). Elsevier.
- (5). Bevir, M. (2007). *Encyclopedia of governance* (Vol. 1). Sage.
- (6). Campos, N. F., & Nugent, J. B. (1999). Development performance and the institutions of governance: evidence from East Asia and Latin America. *World Development*, 27(3), 439-452.
- (7). Debnath, R. M., & Shankar, R. (2014). Does good governance enhance happiness: a cross nation study. *Social indicators research*, 116, 235-253.
- (8). Djankov, S., Glaeser, E., La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., & Shleifer, A. (2003). The new comparative economics. *Journal of comparative economics*, 31(4), 595-619.

- (9). Emara, N., & Chiu, I. (2016). The impact of governance environment on economic growth: The case of Middle Eastern and North African countries. Emara, N. and Chiu, I-Ming (2016). The Impact of Governance Environment on Economic Growth: The Case of Middle Eastern and North African Countries, *Journal of Economics Library*, 3(1), 24-37.
- (10). Fayissa, B., & Nsiah, C. (2013). The impact of governance on economic growth in Africa. *The Journal of Developing Areas*, 91-108.
- (11). Hall, R. E., & Jones, C. I. (1999). Why do some countries produce so much more output per worker than others?. *The quarterly journal of economics*, 114(1), 83-116.
- (12). Han, X., Khan, H. A., & Zhuang, J. (2014). Do governance indicators explain development performance? A cross-country analysis. A cross-country analysis (November 2014). *Asian Development Bank Economics Working Paper Series*, (417).
- (13). Holmberg, S., Rothstein, B., & Nasiritousi, N. (2009). Quality of government: What you get. *Annual review of political science*, 12, 135-161.
- (14). Huynh, K. P., & Jacho-Chávez, D. T. (2009). Growth and governance: A nonparametric analysis. *Journal of Comparative Economics*, 37(1), 121-143
- (15). Kaufmann, D. (2005). Back to basics: 10 myths about governance and corruption. *Finance & Development*, 42(003).
- (16). Kaufmann, D., Kraay, A., Lora, E., & Pritchett, L. (2002). Growth without governance [with Comments]. *Economia*, 3(1), 169-229.
- (17). Keefer, P., & Knack, S. (1997). Why don't poor countries catch up? A cross-national test of an institutional explanation. *Economic inquiry*, 35(3), 590-602.
- (18). Khan, M. (2007). *Governance and Growth: A Preliminary Report*.
- (19). Khan, M. (2010). Political settlements and the governance of growth-enhancing institutions.
- (20). Khan, M. (2012). Governance and growth: History, ideology and methods of proof. *Good growth and governance in Africa: rethinking development strategies*, 51-79.
- (21). Khan, M. H. (2012). Beyond good governance: An agenda for developmental governance. *Is good governance good for development*, 151-182.
- (22). Kiel, G. C., & Nicholson, G. J. (2003). Board composition and corporate performance: How the Australian experience informs contrasting theories of corporate governance. *Corporate governance: an international review*, 11(3), 189-205.
- (23). Knack, S. (2002). Governance and growth: measurement and evidence.
- (24). Langbein, L., & Knack, S. (2008). The worldwide governance indicators and tautology: causally related separable concepts, indicators of a common cause, or both?. *World Bank Policy Research Working Paper*, (4669).
- (25). Langbein, L., & Knack, S. (2010). The worldwide governance indicators: Six, one, or none?. *The Journal of Development Studies*, 46(2), 350-370.
- (26). Mantzavinos, C., North, D. C., & Shariq, S. (2009). Apprentissage, institutions et performance économique. *L'Annee sociologique*, 59(2), 469-492.
- (27). Meisel, N., & Aoudia, J. O. (2008). L'insaisissable relation entre «bonne gouvernance» et développement. *Revue économique*, 59(6), 1159-1191.
- (28). Méndez-Picazo, M. T., Galindo-Martín, M. Á., & Ribeiro-Soriano, D. (2012). Governance, entrepreneurship and economic growth. *Entrepreneurship & Regional Development*, 24(9-10), 865-877.
- (29). Nicholson, G. J., & Kiel, G. C. (2007). Can directors impact performance? A case-based test of three theories of corporate governance. *Corporate Governance: An International Review*, 15(4), 585-608.

- (30). Ott, J. C. (2010). Good governance and happiness in nations: Technical quality precedes democracy and quality beats size. *Journal of Happiness Studies*, 11(3), 353-368.
- (31). Ott, J. C. (2011). Government and happiness in 130 nations: Good governance fosters higher level and more equality of happiness. *Social indicators research*, 102, 3-22.
- (32). Prasad, B. C. (2003). Institutional economics and economic development: the theory of property rights, economic development, good governance and the environment. *International Journal of Social Economics*.
- (33). Rodrik, D. (2008). Second-best institutions. *American economic review*, 98(2), 100-104.
- (34). Rodrik, D., Subramanian, A., & Trebbi, F. (2004). Institutions rule: the primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of economic growth*, 9(2), 131-165.
- (35). Sundaram, J. et A. Chowdhury (2013), *Is Good Governance Good for Development?*, United Nations Series on Development, DAES, New York,
- (36). Thomas, M. A. (2010). What do the worldwide governance indicators measure?. *The European Journal of Development Research*, 22(1), 31-54.
- (37). United Nations Development Programme. (2011). " Governance principles, institutional capacity and quality." *Towards Human Resilience: Sustaining MDG Progress in an Age of Economic Uncertainty*.
- (38). Williams, A., & Siddique, A. (2008). The use (and abuse) of governance indicators in economics: a review. *Economics of Governance*, 9(2), 131-175.
- (39). Williamson, O. E. (1994). The institutions and governance of economic development and reform. *The World Bank Economic Review*, 8(suppl\_1), 171-197.
- (40). Wilson, R. (2016). Does governance cause growth? Evidence from China. *World Development*, 79, 138-151.